Burundi : l'OBM "en guerre" contre la fraude minière

@rib News, 27/11/2016 â€“ Source Xinhua L'Office burundais des mines et carriÃ¨res (OBM) est aujourd'hui "en guerre" contre la fraude miniÃ¨re, a-t-on appris du directeur de cet office, Jean-Claude Nduwayo (photo). "Seulement aprÃ¨s quatre mois de fonctionnement, l'OBM a dÃ©jÃ mis la main sur plus de 2.186 kg et 4 tonnes de minerais encore mÃ©langÃ©s de dÃ©chets, mais prÃªts Ã Ãªtre vendus frauduleusement", a rÃ©vÃ©lÃ© M. Nduwayo dans une interview accordÃ©e dimanch Xinhua.

Il a qualifiÃ© cette saisie de significative, prÃ©cisant que ces cas frauduleux ont Ã©tÃ© recensÃ©s dans les provinces de Muyinga et de Kirundo, oÃ¹ 2.016 kg ont Ã©tÃ© saisis, ainsi que dans celle de Kayanza, oÃ¹ des fraudeurs ont Ã©tÃ© attrapÃ© "la main dans le sac", prÃªts Ã vendre frauduleusement 170 kg de coltan. Une synergie "quadripartite" entre l'OBM, les populations environnantes, les Ã©lÃ©ments de la police et les agents de l'appareil judiciaire est en train de "faire ses preuves" dans le processus en cours pour "juguler le flÃ©au" de la fraude dans le secteur des minerais et carriÃ¨res au Burundi, a-t-il soulignÃ©. Selon Nduwayo, cette synergie opÃ©rationnelle a dÃ©jÃ permis d'attraper et de poursuivre en justice trois individus accusÃ©es d'exploiter et de vendre "illÃ©galement" des minerais et des carriÃ¨res. L'un d'entre eux, a-t-il ajoutÃ©, est en train de purger une peine d'incarcÃ©ration carcÃ©rale de 21 ans et d'une amende de 121 millions de francs burundais. "Pour le moment, le dÃ©fi majeur Ã relever pour l'OBM consiste Ã mettre fin au dÃ©sordre et Ã l'opacitÃ© qui ont longtemps caractÃ©risÃ© le secteur des mines, en procÃ©dant dorÃ©navant, et ce de maniÃ¨re systÃ©matique, Ã la certificati des minerais", a-t-il renchÃ©ri. Une telle rigueur, a-t-il insistÃ©, permettra de suivre pas Ã pas tout le processus ad hoc, depuis l'octroi de l'autorisation d'exploitation jusqu'Ã la vente des minerais, tout en se rassurant que l'argent issu de la vente, est "bel et bien logÃ©" dans les coffres-forts de la banque centrale. La vigilance en cours au sein de l'OBM, a-t-il ajoutÃ©, permet aujourd'hui au Burundi d'exporter par semaine une moyenne de 15 tonnes de coltan, de wolframite et de cassitÃ©rite, ainsi qu'une moyenne de 15 kg d'or. "Cependant, l'OBM n'est pas encore parvenue Ã opÃ©rer une saisie de l'or vendu frauduleusement parce qu'il lui manque encore un dÃ©tecteur pour mettre la main sur les minuscules cristaux qui le composent facilement dissimulables. Une situation de malaise, qui permet encore aux fraudeurs de passer dans les mailles du filet", a-t-il dÃ©plorÃ©. Car, a-t-il fait remarquer, le dÃ©fi et l'enjeu ad hoc sont de taille dans la mesure oÃ¹ le Burundi est considÃ©rÃ© comme une "plaque tournante de la fraude de l'or" dans la rÃ©gion africaine des Grands Lacs, avec un focus sur la RDC. D'aprÃ¨s M. Nduwayo, le processus de certification des minerais en cours au Burundi permet de se plier aux exigences de l'Organisation pour la coopÃ©ration et le dÃ©veloppement (OCDE), qui a longtemps qualifiÃ© les quatre minerais citÃ©s ci-avant (coltan, wolframite, cassitÃ©rite et or) de "minerais de sang". Toutefois, a-t-il nuancÃ©, l'embargo commercial sur ces minerais, qui a prÃ©valu de 2010 Ã 2014, est aujourd'hui dÃ©jÃ levÃ©. M. Nduwayo en a profit pour souligner que le deuxiÃ¨me cadre stratÃ©gique de croissance et de lutte contre la pauvretÃ© au Burund a identitÃ© le secteur minier comme "porteur de croissance" pour autant que les rÃ©formes Ã©conomiques menÃ©es soient en adÃ©quation avec une politique attractive pour les investisseurs nationaux, rÃ©gionaux et internationaux. La mise en place de l'OBM, a-t-il explicitÃ©, dont la crÃ©ation remonte Ã juin dernier, cadre avec cet impÃ©ratif.Â